Mots. Les langages du politique

99 | 2012

Fictions politiques

Laurence Monnoyer-Smith, *Communication et délibération. Enjeux technologiques et mutations citoyennes*

2011, Paris, Lavoisier / Hermès science (Document, réseaux et design social), 270 pages

Stéphane Lafon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/20790>

DOI : 10.4000/mots.20790

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2012

Pagination : 147-150

ISBN : 9782847883732

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Stéphane Lafon, « Laurence Monnoyer-Smith, *Communication et délibération. Enjeux technologiques et mutations citoyennes* », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 99 | 2012, mis en ligne le 15 septembre 2014, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/20790> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.20790>

Communication et délibération.

Enjeux technologiques et mutations citoyennes

Laurence Monnoyer-Smith

2011, Paris, Lavoisier / Hermès science

(Document, réseaux et design social), 270 pages

Laurence Monnoyer-Smith, professeure en sciences de l'information et de la communication à l'Université de technologie de Compiègne, propose dans cet ouvrage d'explorer les nouvelles formes de médiation politique à partir des théories habermassiennes de la délibération. Se détachant de l'opposition entre technique et culture, l'auteure interroge l'intégration de ces nouveaux objets politiques, signes d'une revendication expressive et participative, dans des dispositifs de débat public variés. L'ouvrage, préfacé par Stephen Coleman (Université de Leeds), est divisé en six chapitres qui organisent une progression vers la conceptualisation de la délibération axée sur un agir créatif.

Laurence Monnoyer-Smith expose en introduction la complémentarité de différentes perspectives théoriques pour l'analyse d'un ensemble de pratiques, d'institutions et de dispositifs, dans le cadre d'une épistémologie complexe des SIC. Se référant notamment aux travaux de Dewey¹, l'auteure insiste sur le rôle central joué par la « communication tant pour la constitution des collectifs et de leurs identités que pour l'émergence des opinions, des valeurs et des préférences axiologiques qui sous-tendent leurs principes de justification » (p. 15). Son approche communicationnelle prend en considération la complexité des interactions en s'appuyant sur des études de terrain qui permettent également de construire un espace de discussion avec les publics observés. Ses analyses comparatives internationales des dispositifs techniques de participation des citoyens et des technologies de vote électronique approfondissent les liens existants entre les supports techniques de la participation, leurs connotations sémiotiques et les pratiques communicationnelles en politique.

Le premier chapitre présente tout d'abord les deux visions opposées de la communication en politique, soit l'approche praxéologique, dans laquelle la communication construit une vision commune du monde, et l'approche instrumentale, qui conçoit la communication comme un échange d'informations au sein de l'espace public. Suit une critique de la communication politique focalisée sur les discours des acteurs légitimés. Selon l'auteure, d'autres formes d'expression (manifestations, sites Web citoyens) doivent être prises en compte. Elle pointe par ailleurs, au regard de ses travaux sur les expérimentations de systèmes de vote électronique, les difficultés des élus

1. Voir le numéro 31 de la revue *Hermès* consacré à l'opinion publique et dirigée par Loïc Blondiaux et Dominique Reynié.

à penser d'autres interactions possibles avec le citoyen dans un contexte de déploiement de techniques de participation en ligne.

Le deuxième chapitre fait un état de l'art très détaillé des recherches s'intéressant au développement des techniques et des pratiques qui rendent possibles l'expression citoyenne dans de nouveaux formats et à travers de nouveaux agencements, en étudiant les dispositifs dits interactifs du vote et du débat public institutionnalisé. Pour l'auteure, des études récentes, en particulier celles de Steve Coleman en Grande-Bretagne sur les systèmes délibératifs, ont l'avantage de faire le « lien entre la culture populaire, les nouveaux dispositifs techniques dans lesquels elle s'exprime et la culture politique avec laquelle elle entre en contradiction », proposant ainsi des passerelles entre culture politique et TIC, « sans toutefois répondre à la question de l'origine des verrous qui nous empêchent de les penser » (p. 103). Dans le prolongement, le chapitre 3 présente les voies théoriques envisageables pour articuler et intégrer culture et technique, en relation avec les pratiques politiques. Ici, la philosophie de Gilbert Simondon invite à « refuser l'opposition facile entre la culture et la technique, entre l'homme et la machine », en facilitant les espaces de collaboration entre chercheurs de SHS et de sciences dures (p. 105). Selon Simondon, le malaise actuel de la culture occidentale face à la technique vient du fait que notre culture héritée du passé est déphasée par rapport à la dynamique de l'évolution technique (p. 107).

S'intéressant à l'évolution des dispositifs matériels dans le quatrième chapitre, Laurence Monnoyer-Smith se réfère aux travaux d'Ulrich Beck et Anthony Giddens en insistant sur le fait que ces pratiques participatives révèlent « l'activité réflexive des citoyens qui s'interrogent sur leur rapport au politique et demandent à prendre une part active dans la définition des politiques publiques susceptibles d'avoir un impact dans leur vie quotidienne » (p. 131). L'auteure interroge aussi les rapports entre modèles classiques et émergents de citoyenneté², types de dispositifs matériels et modalités de participation (par exemple, blog et usage politique, ou procédures de consultation et de discussion, ou encore étude comparative de l'acte de vote dans les pays européens).

Les deux derniers chapitres développent la position de l'auteure pour qui, « loin des positionnements utopistes et instrumentalistes, les SIC doivent proposer dans ce champ un lien conceptuel entre les formes communicationnelles mobilisées par les acteurs, les dispositifs techniques utilisés et les évolutions de la médiation politique » (p. 157). Ainsi, à partir du cas de la Ducsai (2001)³, l'auteure fait émerger l'incompatibilité de la théorie habermassienne de l'agir communicationnel avec les données du terrain, en particulier avec les formes

2. Administratif, référendaire, républicain et délibératif/représentatif direct mais aussi consumériste, démo-élitiste, néorépublicain et cyberdémocratie (p. 140-150).

3. Ducsai : Démarche d'utilité concertée pour un site aéroportuaire international.

d'échanges nées des pratiques politiques émergentes autour des nouveaux supports. Ceci la conduit à formuler une théorie alternative fondée sur « la créativité des pratiques politiques basées sur des modalités d'appropriation innovantes de supports politiques » (p. 158). De son point de vue, le débat et la discussion deviennent aujourd'hui les seules modalités légitimes d'édiction de la loi en régime démocratique (p. 162), confirmant en cela l'« impératif délibératif » évoqué par Yves Sintomer et Luc Blondiaux. Par ailleurs, en analysant les spécificités matérielles de la délibération en ligne, Laurence Monnoyer-Smith montre que « faute de prise en considération en amont des caractéristiques matérielles de la médiation, une partie du public se trouve, de fait, privé d'expression » (p. 188). Convoquant les travaux de Hans Joas, l'auteure pointe les limites des approches sociologiques des théories de l'action, et propose de « penser l'agir humain comme structurellement dépendant de l'architecture communicationnelle dans laquelle il se configure » et de prendre en compte « des formes d'expression jusque-là qualifiées d'irrationnelles puisque non compatibles avec une approche discursive de la délibération » (p. 189).

Les prémisses d'une théorie communicationnelle du débat public sont exposées plus particulièrement dans le dernier chapitre. On retient en substance que la délibération est un concept procédural non normatif, que la procédure délibérative organise les échanges communicationnels de publics selon des modalités les plus ouvertes possibles et sur lesquelles il peut se prononcer, que sa dimension créative permet la concrétisation des valeurs et la confrontation des principes de justification, que la procédure dépend du contexte (formes très diverses selon l'environnement particulier). Afin de poursuivre sa réflexion vers une véritable conceptualisation, Laurence Monnoyer-Smith affirme la nécessité de conduire des analyses de terrain plus approfondies, notamment sur les rapports entre la configuration sociale des citoyens et leur mode d'expression et de participation politique, et sur les liens entre les formes matérielles de certains dispositifs participatifs et leur implication dans les procédures délibératives (p. 227). L'auteure alerte aussi quant aux dangers qui menacent la démocratie dans sa dimension de délibération, le débat public s'avérant contre-productif s'il ne respecte pas les trois principes essentiels dans sa relation à la décision (la responsabilité des décideurs, la transparence des décisions et le suivi des processus de concertation), ou encore s'il est restreint à des catégories d'acteurs limitées.

Cet ouvrage très complet comporte plusieurs intérêts majeurs. Le premier réside dans une nouvelle conceptualisation de la délibération (hors-ligne et en ligne) faisant appel à la créativité collective pour imaginer de nouvelles modalités de communication politique, en s'appuyant sur un matériel empirique très riche et en considérant la multiplicité des formes de l'expression citoyenne et la variété de leur agencement matériel. L'ouvrage permet, de manière remarquable, d'envisager la complexité de l'articulation entre dispositif technique

et positionnement des intervenants dans l'espace public, sachant que les technologies qui autorisent plus de proximité, de réactivité et d'interactivité ont entraîné une revendication de nouvelles formes de médiation entre citoyens et décideurs. En outre, la prise en considération des modes d'expression alternatifs mobilisés par les citoyens (films, séries télévisées, chansons ou œuvres d'art contemporain) est plutôt originale. Considérant « la communication comme agencement sociotechnique complexe », l'ouvrage propose une réflexion complexe sur les TIC dans le débat public. Cependant, eu égard à cette volonté louable de penser les liens entre dimensions sociales et techniques dans ce débat, il semble opportun de ne pas surestimer l'aspect médiatique et de considérer, dans une approche complexe, que la communication directe entre les individus au sein du monde vécu structure aussi les opinions publiques fondées sur le symbolique et l'émotionnel.

Stéphane Lafon

Université Blaise Pascal Clermont-Ferrand (EA 4647 Communication et solidarité)

stephane.lafon@ac-clermont.fr